

Extrait du registre des délibérations du Conseil Communautaire

NOMBRE DE CONSEILLERS

DATE DE CONVOCATION

DATE D’AFFICHAGE

En exercice 86

19 novembre 2018

27 novembre 2018

Quorum 63

Votants 71

Suffrages exprimés : 71

Séance du 5 décembre 2018

N°181205-55

L’an deux mil dix-huit, le 5 décembre à 19 h 00, le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s’est réuni en séance ordinaire, en l’Hôtel de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur Gérard COLIN, Président,

Etaient présents :

Patrick BARTHÉLÉMY, Maurice BEUFILS, Chantal BERTEAU, Jean-François BOQUET, Didier BOULLARD, André-Pierre BOURDON, Luc BREANT, Jean BUGEON, Danièle CAMINADE, Bertrand CARPENTIER, Raymond CARPENTIER, Christine CHANGEUX, Jacques CHEVALLIER, Jean-Claude CLAIRE, Gérard COLIN, Jean-Michel COLOMBEL, Jean-Marc COPPENS, Odile COUROYER, Stéphane DEGREMONT, Claude DESAEGER, Jérôme DOUILLET, Marie-Louise DOULET, Jean-Claude DUBOC, Isabelle DUJARDIN (Thiouville), Isabelle DUJARDIN (Saint Valery en Caux), Annie DUMENIL, Philippe DUFOUR, Philippe ETIENNE, Thierry FABAREZ, Patrice FAUCON, Jean-Marie FERMENT, Franck FOIRET, Gérard FOUCHÉ, Daniel FREBOURG, Laurent GODEFROY, Christine GROUT-LIMARE, Françoise GUILLOT, Hervé JOLLY, David LAMBION, Jacques LEBALLEUR, François-Pierre LECLUSE, Jacques LEFRANCOIS, Daniel LEGROS, Didier LEMAISTRE, Michel LIEURY, Jean-Louis LUYPAERT, Françoise MARIE, Paul MENARD, Benoît MOREAU, William MOUCHE, Yvon PESQUET, Régis PETIT, Alain POILVE, Joël SALLE, Daniel SEIGNEUR, Maryvonne SCHILD, Michel SERY, Jean-Pierre THEVENOT, Pascal VANIER, Michel VIARD Patrick VICTOR et René VIMONT.

Etait absent représenté par le suppléant :

M. Jérôme LHEUREUX représenté par Mme Catherine PRETERRE

Etaient absents excusés avec pouvoir :

M. Pierre-Luc BILLIEZ a donné pouvoir à M. Daniel FREBOURG
M. Hubert BUQUET a donné pouvoir à M. Didier LEMAISTRE
M. Philippe CARREIN a donné pouvoir à Mme COUROYER
Mme Dominique CHAUVEL a donné pouvoir à M. Alain POILVE
M. Pierre-Yves JEGAT a donné pouvoir à Mme Isabelle DUJARDIN (Saint Valery en Caux)
Mme Agnès LEDUC a donné pouvoir à M. Jean-Pierre THEVENOT
M. Yves LEFRIQUE a donné pouvoir à M. Philippe ETIENNE
M. Sylvain MONNIER a donné pouvoir à M. François-Pierre LECLUSE

Absents :

MM Jean-François ALIGNY, Rémy BELLANGER, Jean-Louis CHAUVENSY, Jean-Luc COTTARD, Enrick DE BRABANDERE, Stéphane FOLLIN, Pascal LARGILLET, Alain LETARD, Nicolas MOLETTE, Hervé MOUQUET et Mmes Brigitte HATTON, Christiane HERVIEUX, Justine MORTELECQUE, Aurore RAUCH, Marie-Pierre VASLIN.

Conformément aux articles L.5211-1 et L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur Michel SERY a été élu secrétaire de séance.

..*

Objet :

ADMINISTRATION GENERALE - Modification des statuts du Syndicat Mixte des Bassins Versants du Dun et de la Veules (SMBV)

N°55

Vu ensemble les articles L.5211-1 à L.5211-4 et L.5211-17 à L.5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu l'article L.211-7 du Code de l'Environnement relatif à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (ci-après GEMAPI),

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2017 relatif aux statuts de la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre,

Vu les arrêtés préfectoraux successifs portant modification des statuts du SMBV du Dun et de la Veules,

Considérant qu'en application de la loi Notre, la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre est compétente, de droit, depuis le 1^{er} janvier 2018, dans les matières suivantes :

- Item 1° - l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique,
- Item 2° - l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau,
- Item 5° - la défense contre les inondations et contre la mer,
- Item 8° - la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Considérant qu'en application de ses statuts en date du 20 septembre 2017 et de l'intérêt communautaire défini, la Communauté de Communes est compétente en matière de :

- Item 4° - maîtrise des eaux pluviales et ruissellement ou lutte contre l'érosion des sols,
- Item 12° - animation et concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que la gestion et la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.

Considérant le transfert desdites compétences au SMBV du Dun et de la Veules, à l'exception de la compétence défense contre la mer,

Considérant, en conséquence, qu'il convient d'intégrer lesdites compétences aux statuts du SMBV du Dun et de la Veules,

Considérant que la Communauté de Communes n'est pas compétente pour la mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques (item 11° branche hors GEMAPI),

Considérant que le SMBV du Dun et de la Veules a exclu de ses compétences les études et travaux portant sur :

- le recul du trait de côte par érosion du littoral,
- les eaux pluviales urbaines telles que définies par le législateur,
- les inondations provoquées par les remontées de la nappe phréatique,
- les poteaux sur berge (EDF, France Télécom...),
- les murs (clôture, pignons de maisons, soutènement et fondations...)
- les fourreaux (eau, gaz, assainissement, téléphone, électricité et réseaux divers...),

Considérant que le syndicat a également exclu de son champ d'intervention la compétence travaux sur les ouvrages d'art (ponts publics et privés, buses, passerelles, murs et fondations),

Considérant que les modifications apportées aux statuts du SMBV du Dun et de la Veules, par délibération du comité syndical en sa séance du 25 septembre 2018, portent sur :

- l'article 1 : les membres composant le syndicat,
- l'article 2 : les compétences GEMAPI et hors GEMAPI,
- l'article 3 : les modalités de fixation du siège,
- l'article 6 : les commissions permanentes ou temporaires.

Vu l'avis favorable de la commission Voirie, Electrification et Développement Durable en date du 16 octobre 2018,

Vu l'avis favorable du bureau élargi en date du 22 novembre 2018,

**Le Conseil Communautaire,
après avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés,**

- **accepte la modification des statuts du Syndicat Mixte des Bassins Versants du Dun et de la Veules, conformément au projet joint en annexe,**
- **autorise le Président à effectuer toutes les formalités nécessaires à l'application de la présente et à signer tous documents s'y rapportant.**

Pour extrait certifié conforme,
ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits,



Le Président,

Gérard COLIN

Conformément aux dispositions du Code de Justice administrative, le Tribunal Administratif de Rouen, sis 53 Avenue Gustave Flaubert à ROUEN (76000), peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision pendant le délai de deux mois commençant à courir à compter de sa notification ou de sa publication. Dans le même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit

- o à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- o deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant le délai de 2 mois.

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiée complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982.
Le Président atteste que la délibération du Conseil Communautaire n° 55. - Séance du 5/12/18. est exécutoire.
Date de réception en Sous-Préfecture : 13/12/18
Date de publication : 13/12/18 Le Président.

Accusé de réception en préfecture
076-200069839-20181205-181205-55-DE
Date de télétransmission : 13/12/2018
Date de réception préfecture : 13/12/2018

G COLIN



